

L'EXPRESS

La Silicon Valley de plus en plus trumpiste

Allemagne : la fracture du nucléaire

Science : retarder le vieillissement

Bardella-Le Pen : leurs vies à contretemps



COULISSES D'UNE RÉOUVERTURE

Les batailles de Notre-Dame

DOM : 6,90 € • ALLEMAGNE : 7,50 € • BELGIQUE, ESPAGNE
GRÈCE, ITALIE, PAYS-BAS, PORTUGAL CONT. : 6,90 €
LUXEMBOURG : 7,30 € • AFRIQUE CFA : 4 200 CFA • POL. : 10,50 XPF
N. CAL. : 11,50 XPF • CANADA : 10,99 CAD • MAROC : 57 MAD
TUNISIE : 9 TND • SUISSE : 8,50 CHF

M 01722 - 3829 - F: 6,90 €



PAPE, ÉLYSÉE, MÉCÈNES...

Notre-Dame de Paris : les batailles derrière la réouverture

Les 7 et 8 décembre, les portes de la cathédrale s'ouvriront de nouveau au grand public. Récit dans les coulisses d'un événement inédit.

PAR AGNÈS LAURENT

A quoi songeront-ils, le 7 décembre, au moment de franchir l'un des trois portails, de fouler les carreaux noirs et blancs de la nef, de lever les yeux vers la pierre, claire comme elle ne l'a jamais été ? Se remémoreront-ils ce soir du 15 avril 2019 quand, depuis le parvis, ils regardaient Notre-Dame de Paris brûler ? Penseront-ils au général Georgelin, décédé à l'été 2023 après avoir impulsé la restauration de la cathédrale en un temps record ? Ou se laisseront-ils simplement porter par le moment, unique dans la vie d'un chef de l'Etat, d'un archevêque ou d'un président d'établissement public ? Seuls Emmanuel Macron, Mgr Ulrich ou Philippe Jost pourront livrer leurs plus secrètes pensées, mais tous seront étreints, ce soir-là, d'une émotion particulière.

Voilà quelques jours seulement que l'intérieur de la cathédrale est prêt à les

accueillir, eux et les 1 500 invités à la cérémonie. Tout s'est fait dans la précipitation pour que soit tenu le délai de cinq années fixé par Emmanuel Macron. Depuis l'été, il a fallu enlever les échafaudages de la croisée du transept, terminer les accès pompiers, poser une partie du dallage calcaire sur le petit parvis, réinstaller le trésor et les



Mays évacués après l'incendie. Il y a eu des imprévus, le sol intérieur était plus abîmé que prévu, les deux tiers des dalles ont dû être remplacées. Eclairage, sonorisation, le diocèse n'a eu que quelques jours pour tester une « marche à blanc ». Quelques-uns s'en inquiètent : la maîtrise, qui accompagnera les cérémonies de ses chants sacrés, n'a eu que peu d'occasions de répéter in situ. Jean-Charles de Castelbajac, qui a imaginé les vêtements liturgiques et les 120 bannières arborées par les paroisses de Paris, a prévu de rester en coulisses pour s'assurer de l'effet produit par ses créations.

L'image envoyée au monde sera belle. Elle fera oublier que, depuis des mois, Notre-Dame de Paris a été l'objet de longues négociations, de réunions agitées et de fâcheries d'anthologie. Etat, Eglise, mécènes, défenseurs du patrimoine... tous ont tenté d'imposer leur point de vue dans l'enchevêtrement de responsabilités né de la loi de 1905. Récit des querelles homériques qui se sont jouées derrière les festivités en mondovision.

1. La nouvelle bataille de l'Eglise et de l'Etat

Longtemps, la question ne fut pas tranchée : pour la réouverture, le président parlera-t-il à l'extérieur ou à l'intérieur de la cathédrale ? A l'Elysée, l'entourage d'Emmanuel Macron est divisé. Certains ne voient rien d'inconvenant à une prise de parole dans la nef. Après tout, le chef de l'Etat n'a-t-il pas prononcé un éloge funèbre dans la cathédrale Saint-Jean à Lyon pour les obsèques de Gérard Collomb ? Les plus madrés s'affligent de ce manque de culture qui ne distingue pas la nature des événements. Ceux-là plaident pour l'extérieur, gage d'une stricte séparation des rôles. Et pourquoi pas le 8 décembre, jour de la messe inaugurale, et non le 7 dans un parfait équilibre entre l'Eglise et l'Etat ?

Emmanuel Macron hésite, il a envie qu'on lui témoigne de la reconnaissance. Après tout, c'est à lui que l'on doit la reconstruction de la cathédrale dans des délais que beaucoup jugeaient intenable. Il a, lors de ses vœux de la fin de 2023, fait de la réouverture de Notre-Dame de Paris la première des « fiertés françaises » de l'année 2024, avant même les Jeux olympiques. « Les mots clefs, ce sont mise en valeur, transmission, élévation. Notre-Dame, c'est l'incarnation de notre façon



L. LANGSDON/POOL/AFIP

Le chef de l'Etat a fait de cet événement la première des « fiertés françaises ».

d'être au monde. C'est un objet religieux, c'est un sujet français, c'est un projet universel », insiste Bruno Roger-Petit, le conseiller mémoire d'Emmanuel Macron.

Dès l'origine, le diocèse, lui, est défavorable à l'idée que le président parle depuis l'intérieur de la cathédrale, rappelant qu'il est l'unique affectataire du lieu, et que celui-ci est dédié au culte. Alors quand à la fin du mois d'octobre l'archevêque de Paris annonce à l'AFP que le chef de l'Etat parlera bien depuis l'intérieur de la cathédrale, les initiés sont surpris. Mgr Ulrich présente

la chose comme une pure décision technique : un discours sur le parvis aurait été trop complexe à gérer du point de vue de la sécurité, précise-t-il. Rien de technique là-dedans, pourtant, mais beaucoup de politique. La déclaration du prélat – officiellement une simple maladresse de Mgr Ulrich qui a parlé trop vite avant le choix définitif du président – est-elle si innocente ? En réveillant les débats autour de la laïcité, n'a-t-elle pas pour but de dissuader Emmanuel Macron de s'exprimer à l'intérieur de la cathédrale ? Gâcher la fête

En chiffres

846 millions d'euros collectés.

2000 compagnons et 250 entreprises mobilisés.

15 millions de visiteurs attendus par an.

pour une question d'orgueil, ce serait dommage, entend-on alors chez nombre de catholiques.

A peine quinze jours plus tard, en tout cas, l'Elysée présente un programme très différent : le 7 décembre, Emmanuel Macron sera accueilli par les autorités religieuses et municipales sur le parvis de la cathédrale, il y prononcera une allocution – « courte », est-il précisé – avant d'assister, silencieux, à l'ouverture des portes, puis au réveil de l'orgue sous la houlette de l'archevêque. Echec et mat pour le diocèse ? Non, le chef de l'Etat s'accorde le privilège d'une avant-première où il prendra seul la lumière. Le 29 novembre, il effectuera une déambulation dans la cathédrale, puis prononcera un « discours de remerciement », à l'intérieur, devant les 2 000 compagnons ayant travaillé sur le chantier et les plus grands mécènes. Le moment sera « purement laïc », précise-t-on au Château. Manière d'inviter Mgr Ulrich à la discrétion jusqu'au 7 décembre. D'ailleurs, sera-t-il même présent le 29 ?, feint de s'interroger, faussement naïf, un membre de l'entourage d'Emmanuel Macron.

L'épisode n'est que la dernière des querelles de ces cinq dernières années. Très vite après l'incendie, l'Etat a imposé une répartition des rôles : à l'Eglise le mobilier liturgique et les aménagements intérieurs, au pouvoir politique le reste. Tout le reste. Une feuille de route que le général Georgelin, nommé président de l'établissement public, applique avec une rigueur toute militaire. Les présents se souviennent encore de l'une des premières réunions du conseil d'administration dans une cabane de chantier : alors qu'un participant s'étonne de recevoir les documents sur table et propose de repousser les décisions à la rencontre suivante le temps de s'imprégner du sujet, le général Georgelin le coupe : « On n'a pas de temps à perdre avec des procédures, faites-moi confiance, j'entends qu'on avance à mon rythme. »

Le ton est donné, l'Eglise est reléguée au rang d'observatrice. Elle s'incline, mais s'emploie à montrer qu'elle est toujours chez elle dans la cathédrale. Elle déteste que les pouvoirs publics prétendent lui

► « rendre les clefs » à l'issue des travaux. Une consécration, un lavement de pieds à l'occasion de Pâques, une vénération de la couronne du Christ, des vêpres à la veille de l'ordination de nouveaux prêtres... Dès les premiers mois après l'incendie, les autorités religieuses « occupent » Notre-Dame sous les caméras de la chaîne catholique KTO. Des images qui rappellent à ceux qui seraient tentés de faire de la cathédrale un musée qu'elle est d'abord et avant tout une église.

La méfiance ne sera jamais totalement dissipée. Des détails alimentent la rancœur réciproque. Pour favoriser les dons dans le cadre de la souscription nationale, le chef de l'Etat offre aux particuliers une exonération d'impôt dérogatoire de 75 %. Mais, petite mesquinerie, le taux reste à 66 % pour la collecte de 7 millions d'euros destinée à financer le mobilier liturgique et les biens propres au diocèse. L'archevêque ne dit rien, mais s'agace en privé de l'arrogance d'un pouvoir qui n'a pas versé un euro d'argent public et revendique les lauriers. A contrario, du côté des autorités, on rappelle volontiers que par le passé l'Eglise a vendu dans la cathédrale des livres non religieux (des guides en particulier), monopole de la boutique du Centre des monuments nationaux attenante, privant ainsi l'Etat de précieuses recettes. « Sous couvert d'une grande courtoisie apparente, les rapports sont en réalité assez durs », relate Maryvonne de Saint Pulgent, ancienne directrice du patrimoine et autrice de *La Gloire de Notre-Dame. La foi et le pouvoir* (Gallimard).

Mi-novembre, la question de l'intervention présidentielle est à peine réglée que, déjà, une autre dispute se prépare, celle des invitations. Ces derniers mois, toute personne ayant un lien quelconque avec Notre-Dame a reçu un coup de fil, un message pour savoir si, peut-être, il n'y aurait pas moyen de... Mais la cathédrale ne peut accueillir que 1 500 personnes à chacun des trois événements prévus durant le week-end : l'entrée dans la cathédrale et le réveil des orgues le samedi soir, la bénédiction de l'autel le dimanche matin, puis la première messe ouverte au public le soir. L'Elysée et le diocèse se sont partagé les places, mais la sélection des privilégiés est sévère. Le premier attend des dizaines de chefs d'Etat étrangers, les grands mécènes, les représentants des corps constitués, les élus locaux... L'Eglise a d'ores et déjà donné des

Quelques dates

15 avril 2019

Incendie à Notre-Dame.

18 août 2023

Décès du général Georgelin.

7 et 8 décembre 2024

Cérémonies de réouverture.

consignes strictes : dans les paroisses parisiennes, chaque prêtre a droit à deux invités, pas davantage. Les fondations, avec quelques dizaines de places, doivent tirer au sort les donateurs qui en bénéficieront. Pour les déçus, les jours suivants sont conçus comme des lots de consolation : le 11 décembre, la messe est dédiée aux mécènes ; le 15, ce sont les compagnons du chantier qui seront honorés.

« La cathédrale a ceci de particulier qu'elle accueille la nation, pas seulement les catholiques, pas seulement le peuple de Paris. Dans une famille, quand on a du chagrin, quand on enterre quelqu'un ou pour un événement joyeux, on se retrouve autour de la mère. Notre-Dame joue ce rôle », s'enthousiasme le père Olivier Scache, vice-recteur de la cathédrale. Chargé de l'accueil du public, il craint de faire des déçus et des frustrés. Il prépare déjà l'après, avec un parcours de visite qui permet de faire le tour en trente minutes en passant par les cinq points clefs du lieu et des nocturnes les jeudis soir jusqu'à 22 heures. Plus que les 15 millions de visiteurs par an, plus que les 45 000 par jour, c'est un autre mode de comptage qui lui donne des sueurs froides : 100 personnes à la minute, soit deux cars. « Vous imaginez, deux cars à la minute ? »

2. Le pape, l'archevêque et le président

Rares sont les catholiques qui refusent d'être présents à la messe inaugurale du 8 décembre à l'occasion de la réouverture de Notre-Dame. « Je n'irai pas à Paris », a pourtant lancé le pape François, le 13 septembre, devant quelques journalistes français dans un avion de retour d'une tournée en Asie du Sud-Est et en Océanie. Sans plus d'explications. Depuis, le diocèse de Paris multiplie les justifications : le dimanche 8 décembre marque la fête de l'Immaculée Conception, le pape sera à Rome comme à l'habitude. Et puis, chuchote-t-on, le souverain pontife préfère rencontrer des communautés plus modestes, dans des pays en conflit. En septembre, il était pourtant en visite d'Etat en Belgique, et sera à Ajaccio à la mi-décembre.

En réalité, l'absence papale se nourrit d'un mélange de considérations politiques et religieuses. Lorsque, le 8 décembre 2023, Emmanuel Macron annonce qu'il invite le pape pour la réouverture, nombreux sont les observateurs à être surpris par la manière employée. « Lorsqu'on invite le pape ou n'importe quel chef d'Etat, on ne lui impose pas une date publiquement et oralement, on rapproche les agendas et on suggère un moment », commente un fin connaisseur du milieu. Ce n'est pas la première fois que les manières d'Emmanuel Macron heurtent Rome. Plusieurs se souviennent du mouvement de recul instinctif du souverain pontife, pourtant tactile, lorsque, en visite au Vatican, Emmanuel Macron l'avait embrassé dans un de ces élans de familiarité dont il est coutumier. Lors de son passage à Marseille en septembre 2023 – à Marseille, pas en France, avait-il précisé –, François, agacé de l'empressément élyséen, avait ostensiblement pris ses distances.

L'irritation papale se nourrit de différends de fond. A plusieurs reprises, François a fait savoir qu'il n'apprécie pas la politique migratoire du gouvernement français, qu'il juge inhospitalière. Au fil des années, il a également fait connaître son désaccord sur plusieurs projets sociétaux : l'adoption de la loi PMA pour toutes, la volonté de légiférer sur la fin de vie et l'inscription du droit à l'IVG dans la Constitution. Lors de son voyage récent en Belgique, il a traité de « tueurs à gages » les médecins pratiquant l'avortement et proposé de lancer la béatification du roi Baudouin, qui a refusé d'approuver un texte sur l'IVG.

Mais François ne nourrit pas davantage de passion pour l'Eglise de France, et encore moins pour le diocèse de Paris. En octobre, le souverain pontife a créé une vingtaine de nouveaux cardinaux, ces prêtres et archevêques qui, demain, auront le privilège d'entrer en conclave pour désigner un nouveau pape. Seuls les plus fins vaticanistes l'ont remarqué, mais l'archevêque d'Alger est le seul Français sur la liste, Mgr Ulrich n'y figure pas, une situation quasi inédite alors qu'il est en poste depuis plus de deux ans. « Il y a très peu d'archevêques de Paris qui n'ont pas porté le chapeau cardinalice, insiste Maryvonne de Saint Pulgent. Mais il ne faut pas oublier que ce pape est jésuite, et que les jésuites ont une très longue mémoire. Il y a une très

longue histoire de désamour entre la papauté et Notre-Dame de Paris. » En 1870, des cardinaux français, et tout particulièrement les parisiens, se sont prononcés contre le dogme de l'infaillibilité pontificale. C'était il y a plus de cent cinquante ans, mais la méfiance subsiste.

L'Histoire n'explique pas tout. Les soubresauts récents qui ont agité le diocèse de Paris ont agacé à Rome. En 2021, Mgr Aupetit a dû démissionner parce qu'on le soupçonnait d'avoir eu une relation intime avec une femme de son entourage peu compatible avec ses fonctions d'archevêque. Son départ a conduit à une vaste réorganisation de l'équipe. Mgr Chauvet, l'ancien recteur, a été envoyé à l'église de la Madeleine, passant de la paroisse la plus fréquentée de Paris à celle comptant le moins de paroissiens. Quant à Benoist de Siney, n° 2 de la cathédrale, en désaccord avec la manière dont le chantier était géré, il a démissionné en 2021 pour rejoindre Lille.

Pas question pour le pape de venir soutenir cette Eglise qu'il juge vieillissante, lui préférant ses versions plus jeunes et plus

actives de l'hémisphère sud. Ce n'est pas la première fois qu'il montre ostensiblement sa froideur. Il y a quelques années, il est à Strasbourg pour s'exprimer devant les instances européennes, mais il ne prend pas le temps d'un détour par la cathédrale. Plus récemment, à deux jeunes catholiques français partis pour un tour d'Europe à vélo et qui se présentent à lui comme « les enfants de la fille aînée de l'Eglise », il rétorque : « Desagrand-mère fatiguée, voulez-vous dire ? » D'un trait d'esprit, tout est dit de la distance qui sépare Rome de Paris.

3. « Pourvu que ce soit un chef-d'œuvre »

À l'automne, le gouvernement Barnier doit bâtir en hâte un budget pour 2025. Consigne est donnée à tous les ministères de trouver des pistes d'économies ; la France vit au-dessus de ses moyens, il faut réduire les dépenses. Dans le bordereau récapitulatif du ministère de la Culture, un facétieux fonctionnaire glisse une ligne qui fait sourire ceux qui voient passer le document : il suggère de renoncer au projet de

vitraux contemporains à Notre-Dame de Paris et aux provisions envisagées dans cette perspective. Le secrétariat général du gouvernement, qui n'a aucune envie de se fâcher avec l'Elysée sur le sujet, efface discrètement la proposition, mais le geste est révélateur de la sourde bataille que mène une partie de la Rue de Valois contre le projet présidentiel et contre sa propre ministre, Rachida Dati.

Tout commence en décembre 2023 lorsque Emmanuel Macron annonce, à l'occasion d'une visite sur le chantier, qu'il est favorable au remplacement, dans six chapelles de la nef, des grisailles créées par l'architecte Eugène Viollet-le-Duc par des pièces contemporaines. La fronde est quasi immédiate. Pétition à plus de 140 000 signatures, tribunes dans les journaux, mobilisation des réseaux des uns et des autres, en quelques jours se rejoue la querelle des Anciens et des Modernes. L'Elysée, qui sent un vent mauvais se lever, laisse entendre qu'il n'a fait que répondre à une demande du diocèse. Ce dernier, qui n'est pas réputé pour son attachement patrimonial et a déjà bien



Le pape François ne nourrit pas de passion pour l'Eglise de France, et encore moins pour le diocèse de Paris.

► d'autres objets de tiraillement avec le pouvoir, accepte de bonne grâce d'endosser la paternité du projet.

Personne n'est dupe, c'est bien rue du Faubourg Saint-Honoré que sont prises les décisions. Volonté d'imprimer sa marque sur un monument qui, sans lui, n'aurait jamais repris vie en cinq ans, esprit de revanche pour avoir dû rebâtir à l'identique quand certains auprès de lui rêvaient d'apporter une touche très contemporaine, ou simple caprice d'un prince sans majorité qui refuse l'oubli ? Le monde politico-artistico-religieux se perd en conjectures pour comprendre l'obstination d'Emmanuel Macron. A ses côtés, un homme exerce une grande influence : Bernard Blistène, ancien directeur du Centre Pompidou, que beaucoup pensaient retiré des affaires publiques. Il est un proche du couple présidentiel. On l'a vu au côté de Brigitte Macron dans des expositions ou au Mobilier national, il était aussi le grand ordonnateur de la commande publique de 30 millions d'euros à de jeunes artistes lancée dans le plan de relance post-Covid. Le voici désormais « président du comité artistique chargé d'accompagner la création des vitraux ». Un comité qui passe outre toutes les règles en matière patrimoniale.

Les opposants se frottent les mains tant ils ont d'arguments. Ils citent la charte de Venise, signée par la France en 1964, qui prévoit qu'on ne remplace pas des œuvres anciennes en bon état par de plus récentes.

Ils se réjouissent du texte de l'Académie des Beaux-Arts, lancé à l'initiative d'Adrien Goetz, qui rappelle ces grands principes. Ils applaudissent lorsque les grands mécènes font savoir qu'ils ont payé pour déposer et nettoyer les vitraux de Viollet-le-Duc et ne comprendraient pas qu'on utilise leur argent à la création de nouvelles pièces. Didier Rykner, qui dirige *la Tribune de l'art*, devient la figure médiatique de la fronde. L'homme irrite souvent, certains le soupçonnent de choisir ses combats en fonction de ses intérêts propres, mais cette fois, peu importe, sa pétition constitue une formidable caisse de résonance, on se rassemble autour de lui.

Alors qu'elle s'est stabilisée aux alentours de 140 000 signatures et que l'Élysée feint l'indifférence, un épisode lui donne un nouveau souffle. En juillet 2024, la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture (CNPA) se penche sur les vitraux de Notre-Dame. L'instance, composée de fonctionnaires de la Culture, d'experts et de représentants d'associations, rejette à l'unanimité le projet. L'avis n'est que consultatif, mais ceux qui connaissent la CNPA comprennent immédiatement l'ampleur du séisme. Ce jour-là, les représentants du ministère ont reçu consigne de voter pour le projet. Lorsque la réunion commence, Jean-François Hebert, le directeur des Patrimoines et de l'Architecture, présent en personne, qui sent la révolte gronder dans ses troupes, propose aux fonctionnaires de quitter la salle s'ils

ne veulent pas prendre part au vote, manière habile de leur offrir une porte de sortie. Tous restent et votent contre les vitraux contemporains. Contre l'avis de Rachida Dati. Lorsqu'elle l'apprend, la ministre de la Culture passe quelques coups de fil pour faire connaître son courroux. Elle est d'autant plus en colère que l'avis de la CNPA n'a pas été sollicité par le ministère, la Commission a pris l'initiative de s'autosaisir. Pour la Rue de Valois, c'est un camouflet.

Qu'à cela ne tienne, quelques semaines plus tard, le ministère de la Culture annonce que le processus de sélection des artistes se poursuit. Rachida Dati sait qu'elle n'a que des coups à prendre en lâchant le projet présidentiel : en devenant ministre, elle a lié son sort à celui d'Emmanuel Macron. Dans le VII^e arrondissement de Paris dont elle est maire, l'Église pèse d'un poids certain et sera un précieux soutien dans sa future conquête de l'Hôtel de Ville. En mars 2024, pour les 150 ans de la paroisse Saint-François-Xavier, elle pose avec l'archevêque et tweete tout sourire « une magnifique messe célébrée par @Mgr Ulrich ». En privé, lorsqu'on l'interroge sur les raisons de son soutien au projet de vitraux, elle répond d'une pirouette : « Comment voulez-vous que je refuse quelque chose à Mgr Ulrich, un homme qui prie pour moi tous les jours ? »

L'annonce du ministère de la Culture relance les oppositions. En très peu de temps, la pétition de Didier Rykner recueille 100 000 signatures supplémentaires. Un homme ne l'a pas signée, mais manifeste son mécontentement. Le plasticien Pascal Convert, qui s'était porté candidat, jette l'éponge. Quelques jours plus tard, son associé maître verrier et lui reçoivent un courrier signé de Philippe Jost et Bernard Blistène regrettant « vivement cette décision », « d'autant que nous connaissons son intérêt et son investissement personnel pour la cathédrale Notre-Dame de Paris ». Pascal Convert persiste, il refuse de participer à une procédure qui ne respecte aucune règle. Pour beaucoup, les jeux sont faits, tout cela n'est qu'une mascarade. La sélection de Daniel Buren pour des vitraux figuratifs, lui qui n'en a jamais fait mais a réalisé la verrière du jardin d'hiver de l'Élysée, n'en est-elle pas la preuve ? **L'association Sites & monuments** se prépare à une bagarre juridique en



Le projet de vitraux divisés (ici, l'exposition *Au cœur du chantier*, à Paris, en mars 2023).

« Comment voulez-vous que je refuse quelque chose à Mgr Ulrich, un homme qui prie pour moi tous les jours ? » (Rachida Dati)

s'appuyant sur la législation en matière de protection des monuments historiques.

En attendant, les artistes ont déposé le détail de leur projet au début du mois de novembre, et la sélection s'affine. Au Château, un conseiller murmure : « Ça se fera, on ira jusqu'au bout, il ne reste plus qu'à espérer que ce sera un chef-d'œuvre. »

4. Et voilà qu'il faudrait encore payer ?

Non, non et non ! Cette fois, ils ne paieront pas. Les mécènes de Notre-Dame de Paris ont déjà été très généreux, ils refusent de financer ce qu'ils voient comme un caprice présidentiel, le remplacement des vitraux de Viollet-le-Duc par des pièces contemporaines. 840 millions d'euros, jamais collecte n'avait suscité un tel enthousiasme. Dès les premiers jours qui ont suivi l'incendie en avril 2019, les donateurs affluent. Il y en a de petits, plus de 340 000 au total, de plus gros, voire de très très gros comme LVMH, la famille Pinault, les Bettencourt et quelques autres. Très peu ont eu le privilège d'entrer dans la cathédrale depuis cinq ans, quelques-uns seront là pour la dernière visite présidentielle du chantier le 29 novembre, et très rares seront ceux qui pourront assister à l'une des cérémonies des 7 et 8 décembre. La Fondation du patrimoine, qui a recueilli les deux tiers des fonds de particuliers, ne dispose, par exemple, que d'un quota de 50 places pour chacun des deux jours et de 400 invitations pour la messe des donateurs le 11 décembre. Très faible au regard de ses 236 000 contributeurs. Elle a prévu de choisir les chanceux par tirage au sort. Les autres attendront pour découvrir la plaque leur rendant hommage dans la cathédrale.

Tous ont donné sans exiger de contreparties. Ils ont même accepté de n'avoir aucune place dans la gouvernance d'un chantier dont ils étaient pourtant les seuls financeurs. Certes, un comité des

donateurs se tenait une à deux fois par an, présidé par le général Georgelin d'abord, par Philippe Jost, son successeur, ensuite, mais il a parfois fallu batailler pour avoir des informations. « Nous avons insisté pour avoir un budget, cela a été long, explique Guillaume Poitrinal, le président de la Fondation du patrimoine. Nous avons aussi insisté pour que la destination des fonds soit cohérente avec la collecte, il y a eu parfois des débats sur des frontières un peu floues. »

Dans les premiers mois, en l'absence d'appels d'offres, il y a eu aussi des interrogations sur le prix payé aux entreprises intervenant sur le chantier. Des questions vite balayées par le général Georgelin au nom de l'urgence et de la nécessité, mais qui n'étaient pas sans fondement, comme le confirme ce chef d'entreprise qui a travaillé sur la phase de sécurisation du site et a vu ses devis acceptés sans négociation : « Des délais fous comme ceux-là, ça se paye, et ils en avaient les moyens. Pour une fois, nous avons été payés à notre juste valeur. Ce n'est que rarement le cas en matière de monuments historiques. » Dans ses deux rapports en 2020 et 2022, la Cour des comptes avait noté ce point sans y voir de malversations manifestes.

Durant les cinq ans qui ont suivi l'incendie, les mécènes ont parfois dû remettre au pot. Les dépenses qui échouaient au diocèse – le mobilier liturgique, mais aussi la reconstruction d'un éclairage, les vêtements des officiants... – ne pouvaient être prises en charge par la souscription nationale, il a fallu lancer un nouvel appel de fonds. L'exercice n'a pas toujours été simple. Il manque encore 200 000 euros à l'Église pour boucler son budget de 7 millions d'euros. La maîtrise de Notre-Dame se souvient des réponses de certains mécènes lorsqu'elle les sollicitait pour traverser la période de fermeture de la cathédrale : « Encore ? Mais on a déjà donné ! »

Et voilà qu'il faudrait encore payer ? Car si la réouverture de la cathédrale aura

bien lieu le 7 décembre, les travaux nécessaires à sa complète remise en état sont loin d'être terminés. Ici, une grue jaune fend encore le ciel à l'arrière du bâtiment, le chevet est toujours couvert d'échafaudages, et les arcs-boutants latéraux restent cintrés de bois. Un nouveau cycle de travaux démarrera au début de 2025, dès les festivités de la réouverture achevées. Tous ne sont pas liés à l'incendie, mais au nécessaire entretien d'un bâtiment vieux de huit cents ans, soumis aux intempéries et à la pollution urbaine. Ils portent en priorité sur la restauration du chevet et de la sacristie. D'autres seront nécessaires, en particulier dans les tours, qui ne pourront pas rouvrir à la visite avant l'été 2025, après la découverte de nouvelles fragilités.

L'établissement public chargé de la restauration de Notre-Dame va devoir faire des choix. Car s'il reste environ 140 millions d'euros de la collecte initiale, que les mécènes ont accepté de consacrer à la suite des travaux, la somme ne sera pas suffisante pour couvrir l'ensemble des besoins. En plusieurs endroits, de nouvelles pathologies ont été repérées, des diagnostics sont en cours. Si l'idée d'une collecte supplémentaire est regardée avec lassitude du côté des mécènes français, l'établissement public espère solliciter les donateurs américains, notamment via Friends of Notre-Dame de Paris. « Depuis cinq ans, nous n'avons pas travaillé sur de nouveaux appels de fonds, c'est sans doute le moment », note Philippe Jost.

Certains voient dans l'activisme de l'établissement public, conçu comme une institution éphémère dissoute dès la reconstruction finalisée, l'envie de subsister bien au-delà de son échéance naturelle. Philippe Jost s'en défend : « Nous sommes un établissement de mission. Cela n'aurait pas de sens de perdurer indéfiniment pour conduire des projets beaucoup plus petits, nous ne sommes pas construits pour cela. » La nouvelle phase de travaux doit durer jusqu'en 2028. Au même moment seront aménagés les abords de Notre-Dame sous l'autorité de la Ville, qui a prévu d'y consacrer 50 millions d'euros, mais aussi, s'il doit finalement voir le jour et si les sommes nécessaires sont trouvées, le musée de Notre-Dame de Paris dans les murs de l'Hôtel-Dieu tout proche. Le pari des cinq ans a été tenu, mais il en faudra sans doute presque autant pour que l'île de la Cité retrouve sa sérénité d'antan. ✨